

<http://ugtg.org/spip.php?article384>



Conférence internationale des Syndicats de Nations sans Etat

- Actualité -



Date de mise en ligne jeudi 20 mai 2004

Copyright © UGTG.org - Tous droits réservés

Le système capitaliste est parvenu à établir un cadre mondial de valorisation du capital qui, sans trop de difficultés, lui permet d'étendre son système d'exploitation centré sur la production et l'appropriation de la plus-value produite par le travail mercantilisé ainsi que de la totalité de la richesse produite par le travail appelé domestique et d'attention et de soins, traditionnellement assigné à la femme.

Le néolibéralisme, idéologie qui permet cette offensive du capital, attribue au marché, le pouvoir de réguler les flux économiques, il crée et transforme le rôle des institutions internationales (FMI, BM, OMC - ou par sa soumission à l'ONU) pour consolider son système et convertit en marchandises des droits et des conquêtes sociales obtenues après des années de luttes politiques et syndicales.

Ce sont les entreprises transnationales qui imposent leurs lois et convertissent des structures telles que l'OMC en tribunaux mondiaux qui dictent les règles de fonctionnement du marché néolibéral. Sous le prétexte du libre accès au marché brandi comme un étendard, on a converti des droits humains de base tels que la santé, l'éducation, la protection sociale, le logement ou la culture en marchandises qui de la main du capital multinational s'achètent et se vendent, pour en faire des droits soumis à la logique capitaliste dans le but d'en extraire une plus value toujours plus importante, dans le plus bref temps possible.

La planète est devenue le champ d'action du capital multinational qui dans sa constante recherche de réduction des coûts de production a fait de la délocalisation, l'un des instruments les plus efficaces pour accentuer l'exploitation de la force de travail ainsi qu'un facteur supplémentaire de l'instabilité économique aussi bien au plan régional que mondial.

Rien de cela n'aurait été possible sans l'alliance entre le capital et les gouvernements actuels qui assument le partage des rôles dans cet ordre mondial.

Les politiques publiques ont acquis un caractère uniquement subsidiaire laissant aux mains du capital l'initiative en ce qui concerne la conduite de la politique économique et le modèle de développement. Il reste aux états le 'privilège' de privatiser le secteur public, de déréguler les relations dans le monde du travail et d'agir comme une force de choc contre la résistance des travailleurs et des travailleuses.

Cette évolution du système capitaliste au niveau mondial a été rendue possible grâce à la significative révolution qui est intervenue dans les relations du travail dans les entreprises, cela favorisé par l'appropriation des innovations technologiques par le capital.

Les réformes successives dans le monde du travail renforcent le pouvoir de l'entreprise pour ordonner les relations dans le travail. La gestion de la force de travail en vient à la flexibilisation extrême qui permet l'utilisation de cette force en fonction des besoins de la production, l'individualisation des relations dans le travail et la compétition entre les équipes de travail divisent la classe des travailleurs en collectifs présentant des réalités et des intérêts opposés.

Les effets du néolibéralisme se font sentir à l'échelle mondiale mais aussi pour chacun des peuples de la planète. C'est ce système de domination qui décide des règles du jeu à tout moment, de façon unilatérale usurpant aux peuples du monde leur capacité de décider des questions qui touchent leur avenir.

Conséquence de cette dictature, le caractère impérialiste du système au niveau politique, militaire, économique et culturel qui s'accroît, avec évident mépris de l'environnement exploitant sans scrupules les ressources de la terre et la faisant servir, en même temps, comme entrepôt de résidus polluants ; et la difficulté se fait toujours plus grande

pour les peuples du monde au moment de s'affirmer en tant que tels, de manière souveraine et indépendante.

La classe travailleuse n'est pas épargnée par cette dictature qui encourage la réorganisation des classes sociales sur la base de l'exclusion d'un nombre toujours croissant de personnes à l'accès au travail, à la participation équitable dans le partage de la richesse et à une vie digne, dictature que veut aussi perpétuer la division sexuelle du travail qui maintient la subsidiarité des femmes.

Une réorganisation du système capitaliste d'une telle ampleur, nécessite la déroute idéologique du mouvement ouvrier par l'introduction de valeurs qui lui sont étrangères comme par exemple l'individualisme, l'insolidarité, la consommation à outrance, réorganisation qui établit la rupture de la composition de classe, segmentée en collectifs aux intérêts apparemment opposés, mais aussi par l'introduction du mépris envers le rôle du mouvement syndical.

Pendant que le capital prend les mesures pour le contrôle total de la plus value engendrée dans ses propres centres de travail et qu'il active tous les instruments nécessaires pour son offensive idéologique, le syndicalisme (majoritaire, classique, bureaucratisé, institutionnalisé...) traite pour sa part, à partir de positions partiales et à court terme, de colmater la brèche qui commence à fracturer la classe ouvrière tout en la privant de la capacité suffisante de réaction et en conditionnant le rôle du syndicalisme comme instrument de contre pouvoir au capital ayant capacité de contribuer efficacement à la construction d'un nouveau modèle de société.

Partant de cette analyse, les syndicats (de classe) des Nations sans Etats signataires, voulons avancer dans notre engagement pour construire un modèle de société alternatif non soumis aux actuelles normes du système néolibéral et aussi proposer un nouveau modèle syndical qui, en termes de revendications, de modèles d'intervention et de structures syndicales, s'adapte à la nouvelle réalité que présente la classe travailleuse.

- Nous affirmons que la réponse et l'alternative au modèle de la globalisation néolibérale passe par la critique radicale du dit modèle, passe aussi par le renforcement idéologique de la classe travailleuse, par la recomposition de la classe ouvrière comme sujet de transformation, par la valorisation du mouvement ouvrier et syndical comme instrument du changement politique et social.
- Nous parions en faveur de la récupération par le syndicalisme, de son rôle de représentation des intérêts de toute la classe ouvrière, sortant aussi de son déficit historique, en ce qui concerne la considération subsidiaire des femmes sur le marché du travail et dans la société, la division sexuelle sur le plan public et privé du travail ou encore de la dissociation entre la défense des droits individuels des travailleurs et des travailleuses et leurs droits.
- En ce sens, nous parions en faveur de la récupération de la souveraineté des peuples, comme droit et en face à l'uniformité imposée par la globalisation. L'exercice démocratique de la souveraineté permettrait une défense prochaine des droits des classes travailleuses, sans diminuer la nécessaire solidarité entre les peuples.

Donostia, 19 mai , 2004.